

Objet : Avis d'Appel d'Offres

Invitation à soumissionner pour un Appel d'Offres Ouvert

Nom du Projet : H'Lib Bladi – Phase 2

N° du Projet : 73.3035.0-001.00

Pays : Maroc

N° CoSoft : 83457057

**Coopération allemande au développement
Bureau de la GIZ au Maroc**

29, Rue d'Alger
10 001, Rabat, Maroc
Adresse postale : BP 433, 10 020, Rabat R.P. Maroc
T +212 537 20 45 17/18
F +212 537 20 45 19
E giz-maroc@giz.de
I www.giz.de/maroc

Mesdames, Messieurs,

La GIZ – Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit – Coopération allemande au développement, est un prestataire de services de coopération internationale actif au niveau mondial, présent au Maroc depuis 1975. Avec ses partenaires, elle met au point des solutions efficaces qui ouvrent des perspectives aux populations et améliorent durablement leurs conditions de vie.

Les gouvernements Marocain et Allemand ont défini des secteurs prioritaires dans la politique de coopération qui constituent la base des différents programmes et projets : Gouvernance, énergies renouvelables, environnement et changement climatique, gestion des ressources en eau ainsi que le développement économique durable.

Dans le cadre de la coopération maroco-allemande, le Bureau GIZ à Rabat lance un appel d'offres sous le N° **83457057** ayant pour objet « **Mission d'accompagnement technique élevage laitier** » pour le Projet H'Lib Bladi – Phase 2.

Si vous êtes intéressés par la mise en œuvre des tâches selon le dossier d'appel d'offres en annexe, veuillez nous envoyer votre offre sous **format PDF**, et **uniquement** à l'adresse mail suivante : **MA_Quotation@giz.de**, au plus tard le **22 janvier 2024**.

Merci de noter que le trait d'union entre le MA et Quotation est celui de dessous de ligne (tiret du bas _) et non celui sur la ligne -)

Votre offre devra nous être soumise en **deux e-mails séparés** :

Un 1^{er} e-mail contenant votre offre technique et dossier administratif, intitulé en **objet** :

83457057 - Offre Technique et Dossier Administratif_votre nom.pdf

Le dossier administratif doit contenir les documents suivants :

- La présentation de la société ;
- La copie des statuts ;

Votre référence :
Notre référence :

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société :
Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60-0
F +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1 - 5
65760 Eschborn, Allemagne
T +49 61 96 79-0
F +49 61 96 79-11 15

E info@giz.de
I www.giz.de

Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Bonn, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 18384

Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Frankfurt-sur-le-Main, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 12394
N° d'identification TVA - DE 113891176
N° d'identification fiscale : 040 250 56973

Président du conseil de surveillance
Jochen Flasbarth, Secrétaire d'État

Directoire
Thorsten Schäfer-Gümbel
(Président du directoire)
Ingrid-Gabriela Hoven
(Vice-présidente du directoire)
Anna Sophie Herken

Commerzbank AG Frankfurt am Main
BIC (SWIFT) : COBADEFFXXX
IBAN: DE45 5004 0000 0588 9555 00

PEK
[Signature]

- La copie du Modèle 7 (Modèle J) datant de moins de 3 mois (point 12 du schéma d'évaluation de l'aptitude des soumissionnaires) ;
- Les attestations de référence d'un volume minimum de 110.100 dirhams, d'au moins 1 projet de référence dans le domaine de l'accompagnement élevage laitier et d'au moins 1 projet de référence (points 19/20/21 du schéma d'évaluation de l'aptitude des soumissionnaires).

ET

Un 2^{ème} e-mail contenant votre offre financière signée et cachetée avec l'entête de votre société, intitulé en objet :

83457057 - Offre Financière_votre nom.pdf

Veuillez noter que les offres d'une taille supérieure à 30 Mo ne peuvent pas être reçues par e-mail.

Si votre offre atteint ou dépasse cette taille, nous vous remercions de l'envoyer :

- ✓ Soit via **Filetransfer** (<https://filetransfer.giz.de>) en mentionnant le code de téléchargement dans votre e-mail de soumission. Pour des raisons de sécurité, seules les offres envoyées via **Filetransfer** seront acceptées. Les offres envoyées via d'autres outils de partage de données seront rejetées.

Ou

- ✓ Sur **deux/plusieurs e-mails différents**.

Pour ce faire nous vous prions de mentionner dans l'objet de l'e-mail le N° de consultation avec offre technique 1^{ère} partie puis sur un autre e-mail offre technique 2^{ème} partie etc.

Ex : AO N° **83457057** offre technique 1^{ère} partie

Ex : AO N° **83457057** offre technique 2^{ème} partie

Toute offre ne respectant pas strictement les directives ci-dessus concernant la composition de l'offre, l'intitulé en objet des e-mails, ou envoyée à une autre adresse mail, ou envoyée sous un autre format ne sera pas acceptée.

Des questions techniques, de procédure ou commerciales relatives à cette consultation, sont à adresser uniquement sous forme écrite seulement à l'adresse suivante : **MA_Quotation@giz.de**, avec la mention obligatoire « **83457057_Demande de complément d'information** » dans la rubrique **objet** de l'e-mail, ce au plus tard le 08/01/2024.

Les offres reçues seront évaluées par la GIZ en fonction de leur contenu technique (voir tableau d'évaluation technique, en annexe) et de leur prix.

Les offres financières ne seront consultées que lorsque l'évaluation technique est terminée. Les évaluateurs n'auront pas accès aux propositions financières avant la fin de l'évaluation technique.

Après la finalisation de l'évaluation des offres techniques et financières, des négociations contractuelles pourront éventuellement avoir lieu avec le soumissionnaire ayant obtenu le score total le plus favorable. En cas d'échec des négociations avec celui-ci, des négociations seront entamées avec le soumissionnaire placé au second rang et ainsi de suite jusqu'à conclusion d'un contrat.

Le soumissionnaire retenu sera notifié et les autres soumissionnaires recevront un e-mail de regret.

Veuillez noter que :

- (a) les dépenses afférentes à la mise au point des propositions et aux négociations relatives au contrat, y compris celles liées aux visites auprès des services du Bureau de la GIZ au Maroc, ne constituent pas un coût direct de la soumission et à ce titre, ne sont pas remboursables ;
- (b) la GIZ-Maroc n'est pas tenue d'accepter l'une des quelconques propositions qui auront été soumises ;
- (c) l'offre doit respecter les conditions générales du contrat (« AVB local », en annexe). En cas d'attribution du marché, celles-ci deviendront partie intégrante du contrat. Les conditions générales du soumissionnaire ne sont pas applicables.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

Rabat, le 28/12/2023

PI
ZKE



Le Service « Achats et Contrats » du Bureau de la GIZ au Maroc

Annexe :

Dossier d'Appel d'Offres

1. Conventions particulières
2. Conditions générales
3. Termes de référence
4. Schéma d'évaluation technique
5. Schéma d'évaluation de l'aptitude des candidats/soumissionnaires

**Annexe 1 :
Conventions Particulières**

N° du contrat : 83457057
Projet : H'Lib Bladi – Phase 2
N° du projet : 73.3035.0-001.00
Nom du contractant :

**Coopération allemande au développement
Bureau de la GIZ au Maroc**

29, Rue d'Alger
10 001, Rabat, Maroc
Adresse postale : BP 433, 10 020, Rabat R.P. Maroc
T +212 537 20 45 17/18
F +212 537 20 45 19
E giz-maroc@giz.de
I www.giz.de/maroc

Votre référence :
Notre référence :

1. Termes de référence

Les termes de référence de la mission (TdR), annexe 3, font partie intégrante de ce contrat.

2. Facturation et paiement

Le paiement est échu selon les dispositions de Art. 3.3.1 des conditions générales. La facture doit être soumise en bonne et due forme accompagnée des justificatifs suivants :

- L'attestation de réception des prestations signée par le chef de la mission
- Time sheet signée par le chef de la mission (les time sheets doivent refléter exactement l'activité du contractant)

le paiement se fera en TTC.

L'ensemble des retenues seront appliquées conformément aux obligations légales marocaines.

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société :
Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60-0
F +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1 - 5
65760 Eschborn, Allemagne
T +49 61 96 79-0
F +49 61 96 79-11 15

E info@giz.de
I www.giz.de

Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Bonn, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 18384
Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Frankfurt-sur-le-Main, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 12394
N° d'identification TVA : DE 113891176
N° d'identification fiscale : 040 250 56973

Président du conseil de surveillance
Jochen Flasbarth, Secrétaire d'État

Directoire
Thorsten Schäfer-Gümbel
(Président du directoire)
Ingrid-Gabriela Hoven
(Vice-présidente du directoire)
Anna Sophie Herken

Commerzbank AG Frankfurt am Main
BIC (SWIFT) : COBADEFFXXX
IBAN : DE45 5004 0000 0588 9555 00

Handwritten signature and initials in blue ink.

Conditions générales (conditions générales locales) relatives à la fourniture de services et d'ouvrages pour le compte de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH au Maroc

1. Règles générales applicables à la fourniture de prestations

1.1. Droit applicable et juridiction compétente

Le droit applicable au contrat est le droit du *Maroc*. Les conditions générales d'affaires ou de paiement du contractant ne sont pas applicables. La juridiction compétente est celle du Tribunal de première instance à Rabat. La GIZ peut également assigner le contractant auprès du tribunal compétent pour le domicile et/ou le siège du contractant ou le lieu de résidence habituel du contractant.

1.2 Forme

Sauf dispositions contraires des parties au contrat et à moins que des prescriptions légales ne prévoient une forme plus stricte, le contrat et les modifications ou avenants au contrat ainsi que toutes les communications importantes requièrent la forme écrite.

1.3 Qualité des prestations

Les prestations à fournir doivent être conformes à l'état et aux règles reconnus de la science et de la technique de même qu'au cahier des charges. Elles doivent être d'une excellente qualité.

1.4 Conditions d'ensemble et durabilité

1.4.1 Respect de la législation

Lors de l'exécution de ses prestations, le contractant doit respecter toutes les dispositions légales, réglementaires et administratives pertinentes, y compris les prescriptions fiscales.

1.4.2 Normes environnementales et sociales, droits humains

Le contractant réalise ses prestations dans le respect du droit environnemental national et international en vigueur, minimise les émissions de gaz à effet de serre et évite toute action susceptible d'accroître la vulnérabilité de la population et/ou des écosystèmes.

Le respect des droits humains, la protection de l'enfance, la prévention des actes de violence, d'exploitation et d'abus de quelque nature que ce soit, l'absence de toute discrimination, notamment fondée sur l'origine, l'appartenance ethnique, la religion, l'âge, l'identité de genre, l'orientation sexuelle ou le handicap, ainsi que la promotion de l'égalité de droits pour tous les genres doivent être garantis par le contractant lors de l'exécution de ses prestations conformément aux normes internationales et aux traités multilatéraux, notamment les accords internationaux relatifs aux droits humains.

Le contractant prend des mesures appropriées en vue de prévenir le harcèlement sexuel dans le cadre professionnel et s'abstient de toute incitation à la violence ou à la haine ainsi que de toute discrimination sans justification objective envers des personnes ou groupes de personnes.

1.4.3 Normes en matière de travail

Dans le cadre de l'exécution du marché, le contractant est tenu de respecter les principes et droits fondamentaux au travail énoncés dans la Déclaration de l'Organisation internationale du travail (OIT) du 18/06/1998 (liberté d'association, droit de négociation collective, élimination de toutes formes de travail forcé ou obligatoire, abolition effective du travail des enfants et élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession).

Le contractant est en particulier tenu, dans le cadre de l'exécution du marché, de respecter les directives par lesquelles les conventions fondamentales de l'OIT (conventions n° 29, n° 87, n° 98, n° 100, n° 105, n° 111, n° 138 et n° 182) ont été transposées dans le droit du Maroc. Si le *Maroc* n'a pas ratifié ou n'a pas transposé dans le droit national une ou plusieurs de ces normes fondamentales, le contractant doit respecter les directives du *Maroc* qui poursuivent la même finalité que les normes fondamentales de l'OIT.

1.4.4 Prévention des résultats négatifs non intentionnels dans le cadre de l'exécution du contrat

Le contractant est tenu de fournir ses prestations en s'efforçant, par la mise en œuvre de mesures d'atténuation clairement imputables, d'éviter ou de minimiser les résultats négatifs non intentionnels sur l'environnement, la protection du climat, l'adaptation au changement climatique, les droits humains, les contextes fragiles ou marqués par les conflits et la violence, et l'égalité de genre. En parallèle, le contractant s'engage à exploiter au maximum les potentiels de promotion de l'égalité de genre.

1.4.5 Conséquences en cas de manquements

Si le contractant manque à l'une des obligations mentionnées au point 1.4 et que la GIZ résilie le contrat pour cette raison, la résiliation sera imputable au contractant.

1.5 Intégrité

1.5.1 Conflit d'intérêts

Le contractant s'interdit d'entrer dans tout conflit d'intérêts en rapport avec le contrat. Un conflit d'intérêts peut notamment résulter d'intérêts économiques, d'affinités politiques ou d'attaches nationales, de relations familiales ou amicales ou d'autres liens ou intérêts. Le contractant s'engage en particulier :

- à ne pas accepter de la part de tiers de rémunération supplémentaire en rapport avec le marché ;
- sauf accord préalable de la GIZ, à ne pas accepter, pendant la durée du contrat, d'autres missions susceptibles de le mettre en situation de conflit d'intérêts en raison de la nature même de la mission ou de ses liens personnels ou professionnels avec un tiers ;
- sauf autorisation écrite préalable avec signature de la GIZ, à ne pas conclure de contrats en lien avec le marché avec

des personnes physiques ou morales avec lesquelles il entretient des relations personnelles ou professionnelles.

Le contractant s'engage à informer sans délai la GIZ de tout élément constituant un conflit d'intérêts ou susceptible d'engendrer un conflit d'intérêts et à convenir avec elle de ce qu'il y a lieu de faire. Si les parties ne peuvent se mettre d'accord et que la GIZ résilie le contrat, cette résiliation sera imputable au contractant.

1.5.2 Code d'intégrité

Le contractant s'interdit, que ce soit de manière directe ou par le biais de tiers, d'offrir, de consentir, d'accepter ou de chercher à obtenir, pour lui-même ou pour des tiers, des présents ou des avantages dans le cadre de l'attribution et/ou de l'exécution du contrat. Cette disposition s'applique également aux primes de célérité.

Le contractant s'interdit de passer avec une ou plusieurs autres entreprises des ententes entravant la concurrence.

Toute forme de corruption est à proscrire. Le contractant s'engage à prendre des mesures appropriées et adaptées en vue de prévenir et de lutter contre la corruption. Il est tenu, en outre, de signaler sans délai au système de signalement de la GIZ les cas confirmés ainsi que les cas fortement suspects de corruption et/ou de délits d'atteinte aux biens, tels que la fraude, le détournement frauduleux ou l'abus de confiance, en rapport avec l'exécution du marché. Le système de signalement est accessible via le portail de signalement, le-la conseiller-ère en matière d'intégrité de la GIZ via integrity-mailbox@giz.de, ou le médiateur externe via ombudsmann@ra-ja.de => www.giz.de/en • About GIZ • Compliance • Whistleblowing.

1.5.3 Conséquences en cas de manquements

Si le contractant passe outre l'une des interdictions ou obligations citées au point 1.5 et que la GIZ résilie le contrat pour cette raison, la résiliation sera imputable au contractant. Dans le cas de violation d'une des obligations résultant des dispositions stipulées au point 1.5, la GIZ peut, dans la mesure où cela est approprié, exclure le contractant pour une durée déterminée d'appels d'offres futurs.

1.6 Confidentialité

Le contractant est tenu de garder confidentielles, pendant et après la durée du contrat, toutes les données et autres informations en rapport avec le marché (documents qui lui ont été transmis ou informations échangées avec lui, par exemple), dont lui et ses collaborateurs auront eu connaissance lors de l'exécution du marché. Cette disposition s'applique également lorsque ces documents ou informations n'ont pas été expressément signalés comme secrets ou confidentiels.

Le contractant n'est pas autorisé à divulguer à des tiers des documents et résultats de travail de quelque nature que ce soit, en particulier des rapports, à moins que la GIZ ne lui ait préalablement signifié son accord par écrit. Le commettant/client de la GIZ fait également partie des tiers au sens de la présente disposition. Le contractant ne doit pas non plus utiliser ces données et informations à des fins personnelles.

1.7 Autorisation de publication par la GIZ

Toute publication sur l'activité du contractant dans le cadre du projet requiert l'autorisation préalable de la GIZ sous forme

écrite avec signature. Une description succincte du marché et du cadre d'activité du contractant à des fins de relations publiques n'est cependant pas soumise à cette procédure d'autorisation préalable. La description succincte consiste à indiquer l'objet du marché et ses principaux résultats. Le contractant doit, dans tous les cas, exprimer sous une forme appropriée qu'il effectue sa mission pour le compte de la GIZ et mentionner le commettant/client de la GIZ et, le cas échéant, d'autres financeurs.

1.8 Prise en compte de la charte graphique de la GIZ

Lors de la conception de matériels relatifs au marché destinés à des tiers (p. ex. cartes de visite, papiers à en-tête, courriels, publications, présentations), il y a lieu de tenir compte des instructions de la GIZ. La conception doit, en outre, faire l'objet d'une concertation avec la GIZ et l'institution partenaire responsable.

1.9 Droits de jouissance/documents sur les résultats de la mission

1.9.1 Principe

Sauf stipulation contraire dans les documents contractuels, le contractant concède à la GIZ l'intégralité des droits transférables de protection et de propriété sur ses résultats de travail. Si les résultats de travail sont protégés par des droits d'auteur ou par d'autres droits de protection non transférables, le contractant concède à la GIZ un droit d'usage irrévocable et exclusif, illimité quant à la durée, au contenu et au lieu, sur l'ensemble des résultats de travail ; ce droit d'usage inclut une exploitation commerciale, même hors du cadre de l'action concernée. En outre, l'auteur renonce expressément à son droit à la mention de son nom.

1.9.2 Résultats de travail

Les résultats de travail mentionnés au point 1.9.1 comprennent tous les biens corporels et incorporels créés ou acquis dans le contexte de l'exécution du contrat, en particulier les études, avant-projets, matériels de documentation, articles, informations, illustrations, dessins et croquis, calculs, plans, photographies, matériels, films négatifs, fichiers image et autres représentations figuratives. Les résultats de travail comprennent également les programmes informatiques que le contractant élabore, adapte, acquiert ou met à disposition dans le cadre de l'exécution du contrat.

1.9.3 Portée des droits d'usage

Les droits d'usage concédés à la GIZ comprennent un droit d'exploitation des résultats de travail, illimité quant à la durée, au contenu et au lieu. La GIZ est en outre autorisée à transférer à des tiers les droits d'usage qui lui ont été concédés ou à concéder à des tiers des droits d'usage simples.

1.9.4 Absence de droit de tiers

Le contractant garantit que les résultats de travail sont exempts de droits de propriété intellectuelle ou d'autres droits de tiers susceptibles de restreindre l'exploitation telle qu'elle est décrite au point 1.9.3. Le contractant libère la GIZ de toute prétention que des tiers pourraient faire valoir du fait de l'octroi ou de l'exercice des droits d'usage visés au point 3.1, et l'indemnise de tous les frais engagés pour la défense de ces droits.

1.9.5 Indemnisation

La rémunération contractuelle convenue couvre également la concession des droits d'usage.

1.10 Protection des données

Dans le cadre du marché, la GIZ traite les données à caractère personnel uniquement dans le respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne et d'autres dispositions applicables en matière de protection des données. Ces données sont enregistrées et traitées par la GIZ dans la mesure où cela est nécessaire pour l'exécution du contrat. Le contractant a le droit de consulter, effacer ou rectifier ces données et peut s'adresser à la GIZ (datenschutzbeauftragter@giz.de) ou aux autorités publiques compétentes pour faire respecter ses droits.

Le contractant respecte les dispositions applicables en matière de protection des données et exige leur respect de la part de ses collaborateurs·rice·s.

Le contractant garantit que les données transmises à la GIZ sont traitées de manière conforme aux directives en vigueur en matière de protection des données et qu'elles sont libres de droits de tiers susceptibles de s'opposer à l'utilisation de ces données dans le cadre du contrat. Le contractant libère la GIZ de toute réclamation pour violation des règles relatives à la protection des données et lui rembourse tous les frais occasionnés dans ce contexte par des mesures de défense juridique ou du fait de sanctions imposées par des organismes publics.

Dans la mesure où le droit applicable en matière de protection des données contient des principes spécifiques s'appliquant obligatoirement à la fourniture des prestations (p. ex. le respect de la mise en œuvre d'exigences techniques destinées à assurer la protection des données dès la conception technique et par défaut), le contractant accordera une importance particulière à la mise en œuvre pratique de ces principes.

Dans la mesure où le contractant traite pour la GIZ des données à caractère personnel au sens de l'art. 28 du RGPD, ce traitement s'effectue sur la base d'un accord *ad hoc*.

1.11 Lutte contre le financement du terrorisme et respect des embargos

Le contractant ne met à la disposition de tiers figurant sur une liste de sanctions des Nations unies et/ou de l'Union européenne aucun moyen financier ni d'autres ressources économiques, ni de manière directe ni de manière indirecte.

Le contractant n'est autorisé, dans le cadre de l'exécution du contrat, à nouer et/ou à entretenir des relations contractuelles ou des relations d'affaires qu'avec des tiers fiables qui ne sont pas frappés d'une interdiction légale de nouer de telles relations.

Il respecte en outre, dans le cadre de l'exécution du contrat, les embargos et autres restrictions commerciales imposées par les Nations unies, l'Union européenne ou la République fédérale d'Allemagne.

Le contractant informe la GIZ immédiatement et de sa propre initiative de toute inscription du contractant, d'un membre de ses organes de direction, de ses organes d'administration, de ses associés et/ou de son personnel sur une liste de sanctions des Nations unies ou de l'Union européenne. La même disposition s'applique lorsque le contractant prend connaissance d'un événement conduisant à l'inscription sur une telle liste.

Le contractant informe la GIZ immédiatement et de sa propre initiative de la violation de l'une des dispositions du présent point 1.11. Les droits de la GIZ stipulés aux points 5 et 6 restent inchangés.

1.12 Respect des accords concernant le projet

Le contractant s'engage à respecter les accords de droit international conclus entre la République fédérale d'Allemagne et le pays d'intervention ainsi que, le cas échéant, la convention d'exécution signée pour le projet entre la structure de mise en œuvre du projet et la GIZ.

2. Fourniture de prestations par le contractant

2.1 Déploiement d'expert·e·s

Le contractant garantit que lui-même et, le cas échéant, les expert·e·s qu'il met en place possèdent les qualifications personnelles et professionnelles requises pour mener à bien les tâches qui leur incombent.

Le contractant s'assure que les expert·e·s auquel·le·s il fait appel respectent les dispositions pertinentes du contrat.

2.2 Mesures de protection, état de santé requis et assurances nécessaires

Il incombe au contractant de s'assurer que lui-même et les expert·e·s auquel·le·s il fait appel ont l'état de santé requis pour le pays d'intervention. Il doit notamment veiller à ce que les vaccinations nécessaires soient effectuées. Il doit contracter les assurances nécessaires avec une couverture suffisante (en particulier les assurances maladie, accident et rapatriement). À la demande de la GIZ, le contractant doit apporter la preuve qu'il a respecté ses obligations en la matière.

Toute responsabilité de la GIZ au titre des dommages matériels, de la maladie, des dommages corporels ou du décès du contractant ou de ses collaborateurs·rice·s affecté·e·s au projet, ou des conséquences afférentes est exclue.

2.3 Coopération avec d'autres institutions

Le contractant et les expert·e·s qu'il déploie s'engagent à coopérer avec la représentation diplomatique allemande à l'étranger, avec les experts·e·s travaillant dans le pays d'intervention et avec les représentant·e·s de la République fédérale d'Allemagne en mission dans le pays d'intervention, de même qu'avec les représentant·e·s et expert·e·s d'organisations multilatérales ou autres, dans la mesure où cela présente un intérêt pour l'exécution des prestations.

2.4 Force majeure

Un cas dit de « force majeure » est un événement inéluctable (catastrophe naturelle, apparition de maladies ou d'épidémies, troubles civils graves, guerre ou actes de terrorisme, par exemple), qui est imprévisible malgré le discernement et l'expérience, qui ne peut être empêché ou neutralisé en déployant des moyens économiquement acceptables et la plus grande diligence et qui empêche une des parties d'exécuter les prestations contractuelles. Dans la mesure où un événement provient de la sphère de l'une des parties, il ne constitue pas un cas de force majeure.

En cas de force majeure, les obligations contractuelles, dans la mesure où elles sont affectées par l'événement concerné, sont suspendues aussi longtemps que persiste l'impossibilité d'exécution due à cette situation, à condition que l'une des parties en informe l'autre sans retard fautif après la survenance de la force majeure. Dans ce cas, le contractant est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire autant que possible les frais causés par la force majeure et de les documenter.

Si la fourniture des prestations est définitivement impossible pour cause de force majeure ou si l'événement de force majeure dure plus de trois mois, les deux parties contractantes ont le droit de résilier le contrat sans autre préavis. Le droit de la GIZ à résilier le contrat en vertu du point 10 n'en est pas affecté.

En cas d'interruption ou de résiliation pour cause de force majeure, les prestations fournies ainsi que tous les frais prouvés, nécessaires et inévitables du contractant sont à facturer aux prix du contrat. La GIZ peut refuser de rembourser les frais conformément à la présente disposition si le contractant prouve ou documente ses dépenses et les mesures qu'il a prises pour les réduire de manière insuffisante ou s'il tarde à le faire sans motif valable. Le remboursement des frais engagés après deux mois à compter du début de l'interruption est exclu.

Si, avec l'accord de la GIZ, l'activité est poursuivie dans un lieu autre que le lieu d'intervention pour cause de force majeure, le taux d'honoraires convenu par contrat continue d'être payé. Les autres postes de rémunération continuent d'être payés à hauteur du montant convenu au contrat pendant trois mois maximum dans la mesure où les coûts ne sont pas évités ou ne sont pas évitables ou que les ressources ne sont pas utilisées à d'autres fins.

2.5 Obligations de rapports et d'information

2.5.1 Obligation de rapports

Le contractant soumet dans les délais à la GIZ les rapports dont la nature et la périodicité de remise sont précisés dans les documents contractuels, et ce dans la langue, la forme et au format prescrits. Sauf stipulation contraire du contrat, le contractant rédige les rapports en anglais et les envoie à la GIZ par voie électronique (dans un format compatible avec MS Word et au format PDF).

Les frais afférents à la rédaction des rapports doivent être intégrés aux tarifs d'honoraires des expert·e·s ; ils ne sont pas remboursés séparément.

2.5.2 Obligation pour le contractant d'informer la GIZ de l'avancement du marché

La GIZ peut à tout moment vérifier l'état d'avancement et les résultats de l'exécution du marché, ce qui inclut la comptabilité afférente au projet et les comptes spéciaux ouverts pour le projet. Le contractant est tenu de mettre à sa disposition les documents nécessaires et de lui communiquer les renseignements requis. À la demande de la GIZ, le contractant doit renseigner d'autres entités ou des personnes ou organisations mandatées par la GIZ et permettre les contrôles demandés. Dans le cas d'un tel contrôle, le contractant s'engage à coopérer de façon adéquate.

2.7 Conservation de documents se rapportant au marché

Les documents et résultats de travail, y compris les documents financiers, se rapportant au marché doivent être conservés par le contractant pendant dix ans après réception du rapport final et/ou de l'ouvrage, et être remis à la GIZ pour consultation si celle-ci le demande.

2.8. Achats de matériels et équipements

Pour les achats de matériels et équipements stipulés au contrat, le contractant doit joindre, en plus des justificatifs requis en vertu du point 3.2.1, une attestation de remise des matériels et équipements au bénéficiaire désigné dans le contrat.

Le contractant ne peut passer de marchés de fournitures qu'à des fournisseurs spécialisés, fiables et compétents, en observant les règles de la concurrence et en tenant compte des impératifs de rentabilité économique. Il doit également s'assurer du respect des critères de transparence, d'égalité de traitement et de qualification des soumissionnaires. En règle générale, trois offres comparables doivent être sollicitées. Le contractant doit respecter les « Règles de la GIZ relatives à la remise au partenaire des biens d'équipement et à leur inventaire » : www.giz.de/en -> Doing business with GIZ -> Procurement and financing – GIZ as a public contracting authority -> Contracts for services and construction as well as development partnerships: Contract management, invoicing and accounting procedures et ici sous Annexes : Procurement of materials and equipment.

3. Rémunération et décomptes

3.1 Principes et éléments de la rémunération

Le prix indiqué dans le contrat représente le montant maximal exigible ; les coûts dépassant ce montant ne sont pas remboursés.

En plus du prix convenu au contrat, le contractant peut, le cas échéant, facturer la TVA au taux légal applicable.

La rémunération porte sur les postes de rémunération convenus dans le contrat. Les montants convenus correspondant à ces postes sont des montants maximaux.

Les rabais, escomptes, ristournes, allègements ou remboursements fiscaux de même que toutes les autres réductions de prix que le contractant parvient à obtenir, dans le cadre de l'exécution des prestations, sur des coûts remboursés par la GIZ doivent être mis à profit et répercutés sur la GIZ ou être défacturés du décompte.

3.1.1. Taux des honoraires

Les honoraires sont calculés sur la base de jours d'expert·e. Les jours d'expert·e sont des journées complètes durant lesquelles le contractant ou un·e ou plusieurs des expert·e·s auquel·le·s il fait appel réalisent des prestations pour la GIZ. Les journées uniquement consacrées aux voyages et déplacements ne constituent pas des jours d'expert·e.

Si le contrat le prévoit, il est également possible, dans certains cas, de calculer les honoraires sur la base d'heures d'expert·e. Les décomptes ne peuvent pas être effectués sur la base d'autres unités.

Le taux des honoraires du contractant ou des expert·e·s auquel·le·s il fait appel couvre l'ensemble des charges de personnel, charges accessoires comprises, les frais de communication, les coûts afférents à la rédaction des rapports ainsi que tous les frais généraux, le bénéfice, les intérêts, les risques, etc.

3.1.2 Frais de voyage et de mission

3.1.2.1 Frais de voyage par avion et autres frais de transport

Les frais de voyage en avion ou par d'autres moyens de transport sont remboursés à hauteur des montants convenus dans le contrat, généralement sous forme forfaitaire, et exceptionnellement contre production de justificatifs.

3.1.2.2 Indemnité journalière de subsistance

L'indemnité journalière couvre les frais de subsistance supplémentaires exposés par le contractant et/ou ses expert-e-s lors d'une mission de plus d'une journée qui se déroule en dehors de leur lieu de résidence permanent et/ou de leur siège.

3.1.2.3 Indemnité d'hébergement

L'indemnité d'hébergement couvre les frais exposés par le contractant et/ou ses expert-e-s pour leur hébergement lors d'une mission se déroulant en dehors de leur lieu de résidence permanent et/ou de leur siège social, pour autant qu'un tel hébergement soit nécessaire.

Ces indemnités sont versées dans la mesure où l'hébergement est rendu nécessaire du fait du contrat. Les nuitées correspondantes doivent être notées séparément sur le justificatif du temps travaillé.

3.1.2.4 Autres frais de voyage

Les autres frais de voyage induits par le contrat sont remboursés à hauteur du nombre et des quantités convenus dans le contrat, généralement sur une base forfaitaire, dans des cas exceptionnels contre production de justificatifs.

3.1.3 Autres frais

3.1.3.1 Sous-traitance

Dans les cas de sous-traitance, les frais effectivement exposés sont remboursés sur présentation de justificatifs à hauteur des montants convenus dans le contrat.

3.1.3.2 Poste de rémunération flexible

Si un poste de rémunération flexible est prévu dans le contrat, le contractant peut, jusqu'à concurrence de ce poste de rémunération flexible, dépasser les quantités convenues au contrat en tenant compte des prix unitaires et des bases de facturation stipulés dans le contrat. Le poste de rémunération flexible ne comprend que les coûts encourus au titre des postes de rémunération énumérés, pour autant qu'ils soient convenus au contrat.

Pour solliciter la rémunération flexible, il est nécessaire, avant que les frais concernés ne soient engagés, de recueillir l'accord sous forme écrite avec signature de la GIZ.

3.2 Conditions de paiement / facturation dans le cas de contrats de service

3.2.1 Établissement des factures

En règle générale, les paiements ne sont effectués que sur présentation des justificatifs correspondants. Le contractant doit fournir l'original de tous les justificatifs demandés.

3.2.2 Justificatifs du temps travaillé

Le décompte des honoraires, des frais occasionnés par le contrat dans le pays d'intervention ainsi que des éventuelles indemnités journalières et d'hébergement en lien avec le

contrat est effectué sur la base d'un justificatif du temps travaillé sur lequel le contractant reporte les jours d'expert-e effectués.

3.2.3 Décompte final et paiement pour solde de tout compte

Le contractant est tenu de soumettre sa facture finale immédiatement, en tout état de cause six semaines au plus tard après expiration de la durée d'intervention convenue dans le contrat. La facture finale peut, après achèvement des prestations, être présentée avant la fin convenue du contrat. Elle doit inclure toutes les sommes exigibles par le contractant, être vérifiable et contenir toutes les mentions nécessaires (et accompagnée de tous les justificatifs requis). Le paiement pour solde de tout compte intervient après remise d'une facture finale en bonne et due forme et après l'exécution par le contractant de l'ensemble des obligations lui incombant en vertu du contrat.

Les montants qui ont été payés en trop par la GIZ lui sont remboursés par le contractant dès facturation.

Si une avance a été versée et si, malgré une relance de la GIZ, le contractant ne présente pas sa facture finale dans un délai de 15 jours, il devra procéder au remboursement de l'avance.

3.3 Conditions de paiement / facturation dans le cas de contrats relatifs à la fourniture d'ouvrages

Dans le cas de contrats relatifs à la fourniture d'ouvrages, les dispositions prévues au point 3.2 s'appliquent dans les conditions suivantes :

3.3.1 Droit à rémunération

La facture finale doit être présentée immédiatement, en tout état de cause six semaines au plus tard après réception de l'ouvrage. Elle doit inclure toutes les sommes exigibles par le contractant, être vérifiable et contenir toutes les mentions nécessaires (et accompagnée de tous les justificatifs requis).

Le paiement de la rémunération est échu après réception des prestations et après réception de la facture finale comportant toutes les mentions nécessaires (et accompagnée de tous les justificatifs requis). La GIZ effectue le règlement au plus tard 30 jours après la date d'échéance des créances dûment justifiées.

3.3.2 Retenue de garantie

Si le versement d'acomptes a été convenu dans le contrat, une retenue de 10 % sera prélevée sur les montants facturés (TVA comprise) conformément aux termes du contrat. La retenue de garantie ne sera pas versée dans un premier temps. Elle peut être remplacée par la constitution d'une sûreté. La retenue de garantie est libérée après réception de l'ensemble de la prestation.

3.3.3 Réception

La réception est effectuée sous forme écrite avec signature.

Les droits à garantie de la GIZ au titre de défauts apparents au moment de la réception restent intacts, même si la GIZ ne s'est pas réservé, lors de la réception, le droit de les invoquer.

4. Avenants au contrat

Les parties au contrat peuvent convenir d'adaptations au contrat portant sur le contenu des prestations, leur durée d'exécution et la rémunération convenue.

Tous les changements qui exigent de modifier le cadre estimatif détaillé, le remplacement d'expert-e-s et toutes autres modifications essentielles du contrat sont convenus entre les parties par le biais d'un avenant au contrat sous forme écrite avec signature. Les changements exigeant de modifier le cadre estimatif détaillé concernent, par exemple, les modifications apportées à la durée d'exécution des prestations, l'élargissement du contenu des prestations, les ajustements des besoins en personnel et/ou les modifications de la rémunération.

5. Réparation, interruption et résiliation

5.1 Réparation

La GIZ peut exiger qu'il soit remédié à tout défaut constaté dans les prestations du contractant ; cette demande de réparation n'est pas une condition préalable à l'exercice d'autres droits.

5.2 Interruption

La GIZ peut ordonner à tout moment une interruption totale ou partielle de l'activité, pour des raisons politiques, par exemple. Dans ce cas, le contractant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire ses coûts autant que possible.

Si l'interruption dure plus de trois mois, le contractant peut résilier le contrat.

En cas d'interruption ou de résiliation, les prestations effectivement exécutées jusqu'à ce moment-là ainsi que tous les frais nécessaires et prouvés engagés par le contractant jusqu'à la fin de l'interruption sont à facturer aux prix du contrat. Tout autre droit est nul et non avenu.

5.3 Résiliation

La GIZ peut à tout moment, sans autre préavis et sans demande préalable de réparation des défauts, résilier le contrat dans sa totalité, pour certaines parties de prestations ou relativement à certains expert-e-s.

5.3.1 Résiliation pour un motif non imputable au contractant

Si la GIZ résilie le contrat pour un motif non imputable au contractant, ce dernier est en droit d'exiger la rémunération convenue, déduction faite cependant des dépenses qu'il a ou aurait pu économiser ainsi que des sommes qu'il perçoit grâce à une autre affectation des ressources concernées ou qu'il omet délibérément de percevoir. Les honoraires, de même que les salaires et les coûts salariaux indirects, sont réputés pouvoir être économisés s'ils sont dus pour des périodes qui se situent au-delà de 60 jours à compter de la réception de l'avis de résiliation.

La charge de la preuve dans le cas d'exceptions incombe au contractant.

5.3.2 Résiliation pour un motif imputable au contractant

Si la GIZ résilie le contrat pour un motif imputable au contractant, seules les prestations déjà fournies, dans la mesure où elles sont utilisables par la GIZ, sont rémunérées aux prix contractuels ou, sur la base des prix contractuels, au prorata des parties de prestations fournies par rapport à

l'ensemble des prestations prévues au contrat. Les prestations non utilisables sont restituées au contractant à ses frais. Dans la mesure où la fourniture de services figure parmi les prestations contractuelles, les services prestés conformément au contrat jusqu'au moment de la résiliation sont considérés comme prestations utilisables. En aucun cas le contractant ne peut faire valoir de prétention excédant la somme contractuelle.

6. Responsabilité, pénalités contractuelles et retard

6.1 Responsabilité

Le contractant est responsable conformément aux dispositions légales. En outre, la GIZ est en droit de faire valoir des dommages occasionnés au bénéficiaire de la prestation du fait du non-respect de ses obligations contractuelles par le contractant.

6.2 Pénalités contractuelles

En cas de violation d'une des obligations résultant des dispositions stipulées aux points 1.4.2 (Normes environnementales et sociales, droits humains), 1.4.3 (Normes en matière de travail) et 1.5 (Intégrité), le contractant est tenu de payer pour chaque manquement une pénalité d'un montant de 25 000 euros. Si l'avantage en nature procuré est supérieur à ce montant de 25 000 euros, la pénalité dont le contractant est redevable s'élève au montant de l'avantage retiré. Cela n'affecte pas le droit de la GIZ de solliciter d'autres dommages-intérêts. La pénalité contractuelle sera cependant déduite de ces dommages-intérêts.

6.3 Retards dans la fourniture d'ouvrages

Si, pour un ouvrage dont la fourniture a été convenue, le contractant ne respecte pas les échéances et délais convenus et ne fournit pas non plus l'ouvrage dans le délai de grâce que lui a fixé la GIZ, celle-ci est en droit, à compter de la date d'expiration du délai de grâce et pour chaque semaine entamée de dépassement de ce délai, d'exiger une pénalité de retard équivalant à 0,5 % du montant de la rémunération, jusqu'à concurrence toutefois d'un maximum de 8 % au total du montant de la rémunération.

7. Dispositions finales

7.1 Interdiction de cession de droits par le contractant

Le contractant ne peut céder de droits résultant du contrat qu'avec l'accord préalable de la GIZ, donné sous forme écrite avec signature.

7.2 Nullité partielle

Si une des dispositions du contrat est frappée de nullité ou s'avère irréalisable, cela n'affectera pas la validité des autres dispositions, qui restent inchangées. La clause invalide ou irréalisable sera remplacée par la disposition valide et réalisable dont les effets se rapprochent le plus du but économique poursuivi par les parties au contrat avec la clause frappée de nullité ou devenue irréalisable. Cette disposition s'applique *mutatis mutandis* si le contrat présente des lacunes.



Projet Hlib Bladi

Termes de référence pour une mission d'accompagnement technique élevage laitier

Décembre 2023

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH International Services

29, Av. d'Alger
10020 Rabat
Maroc



Handwritten signature or initials in blue ink.

Table des matières

| | | |
|-----------|---|-----------|
| 1. | Contexte de la mission et description générale du Projet | 3 |
| 2. | Objectifs de la mission et résultats attendus | 3 |
| 2.1. | Objectifs | 3 |
| 2.2. | Résultats attendus | 4 |
| 3. | Consistance de la prestation | 4 |
| 3.1. | Mission du prestataire | 4 |
| 3.2. | Formations | 6 |
| 3.3. | Phases et chronogramme estimé | 7 |
| 3.4. | Lieu de la Mission | 8 |
| 4. | Livrables | 8 |
| 4.1. | Liste des livrables | 8 |
| 4.2. | Validation des livrables | 8 |
| 5. | Dossier des soumissionnaires | 9 |
| 5.1. | Consistance du dossier | 9 |
| 5.2. | Evaluation des offres | 10 |
| 6. | Ethique | 11 |



1. Contexte de la mission et description générale du Projet

Danone Ecosystème, Centrale Danone (CD) et la GIZ ont signé un accord de coopération dans le cadre du Projet « Hlib Bladi Phase 2 » au Maroc. Le Projet cherche à promouvoir un modèle durable de production laitière pour renforcer la chaîne de valeur sur le long terme. Il s'agit concrètement de renforcer le modèle des petites fermes de production laitière au Maroc, à travers une amélioration des pratiques agricoles, de la qualité et de la productivité, d'augmenter leur résilience au changement climatique et de réduire leur empreinte carbone.

Le Projet adresse donc le développement économique local en zone rurale. Il permettra à la population rurale des éleveurs bovins de pérenniser leurs activités économiques dans leur territoire.

Dans ce cadre, le Projet intervient sur les premiers maillons de la chaîne de valeur laitière, des petits éleveurs aux Centres de collecte du lait (CCL), dans une approche de création de valeur partagée d'un bout à l'autre de la chaîne. La répartition équitable sur l'ensemble de la filière des bénéfices économiques et sociaux générés par le Projet est une clé majeure de succès et de durabilité. C'est dans cette vision que le Projet a été construit.

Les activités prévues dans le Projet comprennent essentiellement la formation et l'accompagnement technique des éleveurs et des centres de collecte du lait, l'introduction de bonnes pratiques et la réalisation d'essais pilotes afin de réduire l'impact environnemental de l'activité, la mise à niveau des équipements et des infrastructures, ainsi que des actions de développement social pour les éleveurs et leurs communautés.

Le Projet a une durée initiale de 24 mois, à partir de novembre 2023.

Les zones d'intervention sont les régions Doukkala, Tadla et Chaouia.

2. Objectifs de la mission et résultats attendus

2.1. Objectifs

Cette assistance technique a pour objectifs ;

- 1) La formation de formateurs de l'équipe terrain du Projet ; 7 Technicien.nes d'encadrement des centres de collecte et des éleveurs et 1 Ingénieur agronome,
et
- 2) L'accompagnement de l'équipe terrain lors des premières formations aux éleveurs,
et
- 3) L'appui à l'équipe terrain pour l'encadrement rapproché et continu de la population des éleveurs haut potentiel (HP),
et
- 4) L'analyse des données de suivi des éleveurs HP (à partir de la consolidation des données terrain réalisée par l'agronome de l'équipe GIZ), la présentation des résultats et la proposition de recommandations (1 réunion/mois),
et
- 5) La contribution à l'élaboration d'un système de monitoring permettant le pilotage et le suivi des performances des centres de collecte et des éleveurs,
et
- 6) La contribution au suivi et l'analyse des indicateurs techniques du projet dans son ensemble

2.2. Résultats attendus

Au terme de cette prestation,

- Les membres de l'équipe terrain du Projet
 - auront renforcé/rafraîchi leurs compétences professionnelles (savoir-faire), notamment dans les domaines suivants :
 - Hygiène et biosécurité au niveau des élevages
 - Conduite technique des troupeaux laitiers (vaches laitières selon les stades de lactation, génisses, veaux)
 - Bâtiments et bien-être des animaux
 - Alimentation et rationnement
 - Gestion de la reproduction
 - Traite et hygiène de la traite
 - Gestion technico-économique des exploitations
 - Techniques de conservation des fourrages
 - auront développé leurs capacités comme formateur.trices
 - Techniques de communication et vulgarisation agricole
 - Pédagogie
 - auront développé leur savoir-être relationnel ;
 - Prise de parole
 - Ecoute des autres, transmission et feedback pour compréhension mutuelle
 - Adaptabilité à l'environnement, aux situations variées et à l'interlocuteur
- Le projet
 - disposera d'un système de suivi-évaluation performant, de techniques pratiques et de tous les outils nécessaires pour faire le suivi de la performance des centres de collecte et des éleveurs
 - disposera d'une analyse pertinente et régulière des données des éleveurs haut potentiel, ainsi que de recommandations pratiques, afin d'améliorer leurs performances

3. Consistance de la prestation

3.1. Mission du prestataire

Le prestataire est appelé à :

- Dispenser une formation sur 4 journées complètes, adaptée au profil et besoins des 8 zootechnicien.nes (formation de formateurs), sur 9 modules techniques et managériaux, afin de ;
 - Mettre à niveau les connaissances techniques nécessaires pour assurer que toute l'équipe partage une base commune qui lui permettra d'accompagner les producteurs et les centres de collecte,

- Préparer les technicien.nes à donner des formations pratiques aux éleveurs, basées sur des expériences prouvées, qui répondent aux besoins réels des éleveurs et qui puissent être mises en œuvre facilement par ces derniers,
- Apprendre aux technicien.nes à aborder différemment les éleveurs et les centres de collecte, avec une approche participative et inclusive et avec un comportement ouvert et adapté,

Les modules de formation ont été élaborés lors de la première phase du projet et seront partagés avec le bureau d'études.

Le bureau d'études devra mobiliser pour cette formation une équipe d'animateur.trices avec une expérience dans la formation ; un expert en zootechnie (production laitière et fourragère, développement et vulgarisation agricole), un expert en médecine vétérinaire (1 jour), ainsi qu'un expert en techniques de communication et encadrement (1 jour),

- Accompagner l'équipe terrain dans les premières étapes de la formation de masse qu'elle doit dispenser auprès des éleveurs, à hauteur de 1 journée de formation de masse et 1 journée d'atelier d'encadrement pour les éleveurs haut potentiel,

Le rôle de l'expert.e est de conseiller/orienter les technicien.nes afin qu'ils prennent confiance et améliorent leur performance de formateurs.

Les modules pour la formation de masse sont disponibles et couvrent les thématiques suivantes ;

1. Alimentation, abreuvement et rationnement des vaches laitières
2. Gestion de la reproduction chez la vache laitière, élevage de veaux et génisses
3. Maladies à incidence économique des élevages laitiers (acidose, mammites, métrites, boiteries), causes et prévention
4. Traite, hygiène et qualité du lait

Les modules pour les ateliers d'encadrement de proximité des éleveurs haut potentiel sont disponibles et couvrent les thématiques suivantes ;

1. Contrôle laitier et allotement des animaux en fonction des niveaux de production et des stades physiologiques
 2. Reproduction et insémination artificielle bovine : moment, technique et facteurs affectant la réussite, diagnostic de gestation
- Accompagner l'équipe terrain dans l'encadrement de proximité et continu des éleveurs haut potentiel à travers :
 - La réalisation de 18 visites d'accompagnement avec l'équipe terrain, dans les fermes des éleveurs HP (= 9 journées, 2 fermes par jour)
 - L'animation de réunions d'évaluation mensuelles avec l'équipe, afin de faire l'état des lieux, effectuer une analyse des résultats et établir des recommandations et plans d'action (= 20 journées)

Des canevas sont disponibles mais le prestataire pourra développer/améliorer le canevas de suivi des éleveurs haut potentiel (HP) s'il le désire.

- Contribuer à la mise en place d'un système de monitoring des performances des éleveurs HP, à travers :
 - L'élaboration d'un canevas de suivi des performances des cheptels et éleveurs HP, en fonction d'indicateurs zootechniques et économiques pertinents (tableau de bord)
 - La définition d'une ligne de base des performances globales de cette population, par rapport aux indicateurs retenus
 - L'élaboration d'un canevas de rapport bimensuel pour les technicien.nes

Les formats utilisés lors de la phase 1 du projet seront mis à disposition de l'expert.e, qui pourra les adapter/améliorer si besoin.

L'expert.e fera partie de l' "Impact Measurement Team ", formée par plusieurs membres de l'équipe et d'Ecosystème, et contribuera au suivi des indicateurs et à la mesure de l'atteinte des objectifs.

3.2. Formations

3.2.1. Profil des bénéficiaires de la formation

➤ Formation de formateurs

Les bénéficiaires sont 7 technicien.nes d'élevage chargé.es de l'encadrement des producteurs laitiers et des centres de collecte de lait relevant de Centrale Danone, ainsi qu'un ingénieur agronome.

- **1 Ingénieur agronome** qui a pour mission de :
 - Accompagner l'équipe de 7 technicien.nes déployé.es dans la région
 - Réaliser, en collaboration avec les technicien.nes d'encadrement, les programmes d'assistance technique au profit des éleveurs et des centres de collecte ainsi que les plans d'action individualisés des éleveurs dans la zone de mise en œuvre
 - Piloter la mise en œuvre de toutes les actions liées au développement des centres de collecte et des éleveurs
 - Suivre l'évaluation des indicateurs de performance des centres de collecte et des fermiers adhérents et assurer le reporting régulier à la Cheffe de Projet
- **7 technicien/nes d'encadrement des centres de collecte de lait et des éleveurs** qui ont la responsabilité de ;
 - L'audit des coopératives laitières et des élevages dans leur zone d'intervention
 - L'appui technique aux coopératives laitières ; tracer un plan d'action et de développement de chaque centre de collecte et assurer la formation des réceptionnaires des centres de collecte sur la qualité du lait cru et les bonnes pratiques d'hygiène
 - Assurer la formation et l'encadrement technique des éleveurs et de leurs employés
 - Vulgariser les nouvelles techniques d'élevage
 - Coordonner toutes les actions liées au développement des exploitations
 - Assurer le reporting régulier à l'ingénieur agronome

➤ Formation de masse et ateliers de proximité

Les bénéficiaires sont des petits éleveurs de la zone d'intervention, adhérents des centres de collecte de lait partenaires du programme.

Les éleveurs haut potentiel seront sélectionnés après les diagnostics et les formations de masse et feront l'objet de formations approfondies et d'un coaching personnalisé.

3.2.2. Contenu global de la formation de formateurs

Au regard de la diversité des domaines d'intervention, le Projet propose une formation commune qui englobe les notions générales sur l'élevage bovin, les spécificités de la vache laitière et les techniques de communication et de vulgarisation.

Les modules de formation proposés pour les technicien.nes sont les suivants :

Modules techniques :

1. Techniques de production et conservation des fourrages
2. Alimentation et rationnement chez les bovins laitiers
3. Reproduction bovine et amélioration génétique
4. Santé et pathologie bovine
5. Elevage des jeunes
6. Hygiène et Biosécurité en élevage bovin
7. Gestion technico économique des exploitations laitières
8. Qualité physico-chimique et bactériologique du lait

Modules managériaux :

9. Techniques de communication et principes d'animation de groupe (prise de parole en public, négociation, gestion des conflits...)

3.2.3. Approche pédagogique, méthodologie et matériels

L'approche pédagogique adoptée sera de type participatif. Elle privilégiera l'identification conjointe des besoins et des contraintes à prendre en considération, ainsi que la mise en valeur des ressources et expériences des participants.

La méthode de formation sera basée sur une alternance entre les présentations théoriques et les séances pratiques, au niveau des élevages si nécessaire ; apport didactique illustré d'exemples de terrain, échanges d'expériences, discussion interactive, éventuellement jeux de rôles.

Les formations aux technicien.nes seront réalisées en français et/ou darija. Les formations de masse et de suivi de proximité pour les éleveurs haut potentiel seront dispensées en arabe dialectal.

3.3. Phases et chronogramme estimé

La mission commencera le 15 février 2024 et prendra fin le 15 octobre 2025 au plus tard, selon le chronogramme estimé suivant ;

| Phases | Description | Nombre de jours estimé | Date de début |
|--------|---|------------------------|--------------------|
| 1 | Formation des technicien.nes d'encadrement et Ingénieur | 4 | Février 2024 |
| 2 | Accompagnement formation de masse des Eleveurs | 1 | Fév - Mai 2024 |
| 2 | Accompagnement ateliers de proximité Eleveurs haut potentiel | 1 | Mars - Juin 2024 |
| 4 | Visites élevages | 9 | Mars '24 - Oct '25 |
| 5 | Réunions de suivi/analyse avec l'équipe | 20 | Mars '24 - Oct '25 |
| 6 | Contribution au système de suivi-évaluation, révision des formats, rapports | 5 | Continu |
| | TOTAL | 40 | |

Le nombre total de Homme/Jours sur ce contrat est estimé à 40.

3.4. Lieu de la Mission

La mission se déroulera au Maroc et nécessitera des déplacements dans les régions Doukkala, Tadla et Chaouia. La formation de formateurs pourrait se dérouler dans la région Rabat-Kénitra.

4. Livrables

4.1. Liste des livrables

Le prestataire devra impérativement fournir les livrables suivants ;

- L'agenda de la formation de formateurs, l'évaluation finale et un compte-rendu global, incluant les 2 journées d'accompagnement pour les premières formations données par l'équipe
- Les présentations PowerPoint et autres supports utilisés lors des formations, si différents de ceux fournis par le Projet
- Les comptes-rendus des visites des élevages
- Des rapports semestriels de diagnostic des élevages (éleveurs) ; analyse et recommandations, restitution

4.2. Validation des livrables

Le comité de suivi de la mission, composé des Chefs de Projet Centrale Danone et GIZ, procédera à la vérification et à l'examen des livrables qui seront remis par le prestataire pour vérifier leur conformité aux exigences de la mission.

Celui-ci disposera d'un délai de dix jours ouvrables à compter de la date de remise des livrables. A l'issue de ce délai, le comité de suivi doit :

- soit accepter le livrable sans réserve,
- soit inviter le prestataire à procéder à des corrections ou améliorations pour le rendre conforme aux exigences de la mission.

Le prestataire est tenu de répondre aux remarques et observations émises par le comité de suivi dans un délai de huit jours ouvrables. Ce délai court à compter du lendemain de la date de notification par email, de ces observations au prestataire.

Le comité de suivi dispose d'un délai de huit jours ouvrables pour se prononcer sur les livrables rectifiés remis par le prestataire.

5. Dossier des soumissionnaires

5.1. Consistance du dossier

Cette mission est destinée à des sociétés/bureaux d'études.

Les soumissionnaires auront à produire une offre technique et une offre financière détaillées.

Offre technique :

L'offre technique devra inclure ;

- Une présentation de la société
- Les références détaillées en lien avec la mission proposée
 - Date, type de mission, services fournis, client, partenaires, montant ...
- Une méthodologie
- Les CVs de l'équipe proposée
 - **Expert principal (38 journées)**
 - Diplôme d'ingénieur agronome spécialisé en productions animales
 - Expérience professionnelle de 10 ans minimum dans le domaine de la production laitière et la production fourragère
 - Expérience de 10 ans minimum dans la formation/sensibilisation/vulgarisation en milieu rural, en particulier dans l'élevage laitier
 - Une expérience de travail dans l'une de ces régions : Doukkala, Tadla ou Chaouia
 - **Expert 2 (1 journée, formation de formateurs)**
 - Diplôme de docteur vétérinaire
 - Expérience professionnelle de 10 ans minimum dans le rural et l'élevage bovin laitier
 - Une expérience de formation dans le rural
 - **Expert 3 (1 journée, formation de formateurs)**
 - Diplôme d'ingénieur agronome spécialisé en vulgarisation agricole, diplôme en communication ou similaire
 - Expérience professionnelle de 10 ans minimum dans la formation et le coaching pour améliorer la prise de parole, adapter la communication aux situations et aux interlocuteurs, savoir écouter, gérer les conflits

Offre financière :

L'offre financière sera détaillée en Hommes/Jour. Les prix seront indiqués hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC).

Les prix sont fermes et non révisables et comprennent toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la prestation objet de l'appel d'offres.

Dans le cas de déplacements nécessaires pour la mission (en dehors du siège du prestataire retenu), les frais de transport, de perdiem et hébergement pendant la mission seront pris en charge par le projet. Dans le cas, ils doivent figurer dans l'offre financière et le contrat selon les barèmes de la GIZ (cf. annexe 1).

Les taxes et droits ainsi que la taxe sur la valeur ajoutée sont établis par le soumissionnaire compte tenu de la réglementation en vigueur au moment de la soumission.

5.2. Evaluation des offres

Les offres seront évaluées techniquement selon le barème suivant :

| Critère | | Pondération en % |
|---------------------|--|------------------|
| 1. | Expérience du prestataire | |
| 1.1 | Technique/sectorielle | |
| 1.1.1 | Réalisation de missions d'accompagnement technique dans le domaine de l'élevage bovin laitier | 6 |
| Somme 1 | | 6 |
| 2. | Qualification du personnel proposé | |
| 2.1 | Expert/e 1 (ingénieur agronome) | |
| 2.1.1. | Diplôme d'ingénieur agronome spécialisé en productions animales | 10 |
| 2.1.2. | Expérience professionnelle de 10 ans minimum dans le domaine de la production laitière et la production fourragère | 10 |
| 2.1.3. | Expérience de 10 ans minimum dans la formation/sensibilisation/vulgarisation en milieu rural, en particulier dans l'élevage laitier | 10 |
| 2.1.4. | Une expérience de travail dans l'une de ces régions : Doukkala, Tadla ou Chaouia | 10 |
| 2.2 | Expert/e 2 (vétérinaire) | |
| 2.2.2. | Diplôme de docteur vétérinaire | 5 |
| 2.2.3 | Expérience professionnelle de 10 ans minimum dans le rural et l'élevage bovin laitier | 5 |
| 2.2.4. | Une expérience de formation dans le rural | 5 |
| 2.3 | Expert/e 3 (communication, coaching) | |
| 2.3.1 | Diplôme d'ingénieur agronome spécialisé en vulgarisation agricole, diplôme en communication ou similaire | 5 |
| 2.3.2. | Expérience professionnelle de 10 ans minimum dans la formation et le coaching pour améliorer la prise de parole, adapter la communication aux situations et aux interlocuteurs, savoir écouter, gérer les conflits | 10 |
| Somme 2 | | 70 |
| 3. | Caractère adéquat de la conception proposée (conformément aux prescriptions et critères figurant dans les termes de référence) | |
| 3.1 | Compréhension des TdRs et propositions d'amélioration | 12 |
| 3.2 | Méthodologie et chronogramme | 12 |
| Somme 3 | | 24 |
| Somme totale | | 100 |

Les offres obtenant une note technique inférieure à 60% seront écartées.

La procédure de jugement des offres se fera sur la base de la pondération suivante :

Offre Technique : 70%

Offre Financière : 30%

Seul.e le.la soumissionnaire retenu.e lors de cette consultation recevra une notification écrite.

6. Ethique

Le bénéficiaire s'engage à préserver le contenu, les documents et les résultats de cette mission en confiance, à l'observation de la confidentialité vis-à-vis des tiers, et à rétrocéder le matériel fourni avec la résiliation du contrat.



Annexe 1

Les taux de perdiem acceptables par la GIZ lors des déplacements dans le cadre de mission GIZ et qu'il faut inclure dans l'offre financière sont comme suit :

- 234,00 dh perdiem journalier de frais de repas pour les jours de voyage (234,00 dh pour le jour de l'aller & 234,00 dh pour le jour du retour).
- 351,00 dh Perdiem journalier de frais de repas pour les jours de mission avec deux nuitées d'hébergements (une nuitée la veille et une nuitée le jour même).
- pour les nuitées, il faut choisir soit le forfait d'hébergement de 400,00 dh sans présentation de justificatif , soit choisir le taux de 1200,00dh max avec présentation de la facture d'hôtel.
- Pour les frais de transport, c'est 2dh/km parcouru sur présentation de feuille de route (Carnet de bord + tickets d'autoroute) ou contre présentation de justificatif (ticket de train, Autocar, Tram & bon de Taxi avec cachet).



Annexe 2

Modèle pour le tableau de calcul de votre offre financière

- Nous vous remercions de nous transmettre votre proposition financière sous le format d'un devis en bonne et due forme avec entête, pied de page, cachet et signature et prière de détailler les frais de déplacement qui sont liés aux repas, l'hébergement & transport selon les taux journaliers de l'annexe 1 des TDRs :

| Désignations | CU (1) | Nombre de jour (2) | Total HT (1)x (2) |
|---|---|--------------------|-------------------|
| Honoraires journaliers | | | |
| Honoraires journaliers | Montant en HT/JH | | |
| Frais de déplacements | | | |
| Perdiem Repas 1 | 351,00 dh | | |
| Perdiem Repas 2 (Jour de l'aller & jour du retour) | 234,00 dh | | |
| Indemnité kilométrique de transport / km parcouru | 2,00dh/km parcouru le cas où il y'a utilisation de véhicule personnel avec obligation de présentation de feuille de route ou carnet de bord | | |
| Hébergement soit choisir le forfait par nuitée sans présentation de facture | 400,00dh / nuitée | | |
| Ou choisir un remboursement maximum contre présentation de facture | Jusqu'à 1200,00dh / nuitée contre facture d'hôtel maximum 4 étoiles | | |
| TOTAL HT | | | |
| IVA EN % | | | |
| TOTAL TTC | | | |
| Montant en toutes lettres | | | |
| | | | |

- Merci de noter que le taux de vos honoraires devrait être validé par notre bureau GIZ selon le taux maximum autorisé par la grille GIZ pour les honoraires journaliers.
- Pour le remboursement de vos frais de transport, si vous choisissez de facturer vos indemnités kilométriques à 2.00dh /km parcouru, vous devez obligatoirement détailler sur votre offre les destinations et trajets (aller-retour) avec le kilométrage prévu pour chaque trajet.


P. K. 

Schéma d'évaluation des offres pour une mission d'accompagnement technique élevage laitier

| | | (1) | | (2) | | (3) | | (4) | | (5) | | (6) | |
|---------------------|--|--|---|--------|---|----------|---|--------|---|----------|---|--------|---|
| | | Créaire | | Points | | Résultat | | Points | | Résultat | | Points | |
| | | Créaire | | Points | | Résultat | | Points | | Résultat | | Points | |
| 1. | Expérience du prestataire technique/sectorielle | | | | | | | | | | | | |
| 1.1 | Relation de missions d'accompagnement technique dans le domaine de l'élevage bovin laitier | 6 | 0 | 6 | 0 | 6 | 0 | 6 | 0 | 6 | 0 | 6 | 0 |
| Somme 1 | | | | | | | | | | | | | |
| 2. | Qualification du personnel proposé | | | | | | | | | | | | |
| 2.1 | Expertise 1 (ingénieur agronomes) | | | | | | | | | | | | |
| 2.1.1 | Diplôme d'ingénieur agronome spécialisé en productions animales | 10 | 0 | 10 | 0 | 10 | 0 | 10 | 0 | 10 | 0 | 10 | 0 |
| 2.1.2 | Expérience professionnelle de 10 ans minimum dans le domaine de la production laitière et la production d'engrais | 10 | 0 | 10 | 0 | 10 | 0 | 10 | 0 | 10 | 0 | 10 | 0 |
| 2.1.3 | Expérience de 10 ans minimum dans la formation/animation/vulgarisation en milieu rural, en particulier dans l'élevage laitier | 10 | 0 | 10 | 0 | 10 | 0 | 10 | 0 | 10 | 0 | 10 | 0 |
| 2.1.4 | Une expérience de travail dans l'une de ces régions doublets: Tadjik ou Tchouïs | 10 | 0 | 10 | 0 | 10 | 0 | 10 | 0 | 10 | 0 | 10 | 0 |
| 2.2 | Expertise 2 (vétérinaires) | | | | | | | | | | | | |
| 2.2.2 | Diplôme de docteur vétérinaire | 5 | 0 | 5 | 0 | 5 | 0 | 5 | 0 | 5 | 0 | 5 | 0 |
| 2.2.3 | Expérience professionnelle de 10 ans minimum dans le rural et l'élevage bovin laitier | 5 | 0 | 5 | 0 | 5 | 0 | 5 | 0 | 5 | 0 | 5 | 0 |
| 2.2.4 | une expérience de formation dans le rural | 5 | 0 | 5 | 0 | 5 | 0 | 5 | 0 | 5 | 0 | 5 | 0 |
| 2.3 | Expertise 3 (communication, coaching) | | | | | | | | | | | | |
| 2.3.1 | Diplôme d'ingénieur agronome spécialisé en vulgarisation agricole, diplôme en communication ou similaire | 5 | 0 | 5 | 0 | 5 | 0 | 5 | 0 | 5 | 0 | 5 | 0 |
| 2.3.2 | Expérience professionnelle de 10 ans minimum dans la formation et le coaching pour améliorer la prise de parole, adapter la communication aux utilisations et aux interlocuteurs, savoir écouter, gérer les conflits | 10 | 0 | 10 | 0 | 10 | 0 | 10 | 0 | 10 | 0 | 10 | 0 |
| Somme 2 | | | | | | | | | | | | | |
| 3. | Caractère adéquat de la conception proposée (conformément aux prescriptions et critères fixés dans les termes de référence) | 70 | 0 | 70 | 0 | 70 | 0 | 70 | 0 | 70 | 0 | 70 | 0 |
| 3.1 | Compréhension des TdR et proposition d'amélioration | 12 | 0 | 12 | 0 | 12 | 0 | 12 | 0 | 12 | 0 | 12 | 0 |
| 3.2 | Méthodologie et chronogramme | 12 | 0 | 12 | 0 | 12 | 0 | 12 | 0 | 12 | 0 | 12 | 0 |
| Somme 3 | | | | | | | | | | | | | |
| Somme totale | | 100 | 0 | 100 | 0 | 100 | 0 | 100 | 0 | 100 | 0 | 100 | 0 |
| | | Weighting in % | | 0,00% | | 0,00% | | 0,00% | | 0,00% | | 0,00% | |
| | | Rank | | | | | | | | | | | |
| | | Lang | | | | | | | | | | | |
| 6. | | Avantages / Risques (voir feuille accomp.) | | | | | | | | | | | |

Hiermit erkläre ich, dass ich die vorliegende Auswertung unabhängig und nach bestem Wissen und Gewissen vorgenommen habe. Ich werde die Informationen vertraulich behandeln und keine Auskünfte zum laufenden Auswahlverfahren weitergeben. (Je déclare que j'ai fait l'évaluation indépendante et d'après l'état actuel technique et de connaissances. Déclaration de traiter les informations confidentiellement et de ne pas distribuer des informations concernant le processus d'appel d'offre dans l'état actuel.)

Datum, Unterschrift (Date/Signature)
 Révisé le 18/12/2023

Fatima Benjaddi-RAF

Nathalie Duguy - Cheffe de Projet

[Handwritten signature]

Schéma d'évaluation de l'aptitude des candidats/soumissionnaires (toutes procédures)

| | | | |
|--|---|---|---|
| 1 Responsable du marché 2 Évaluation commerciale 3 Évaluation technique 4 | Intitulé du projet : Objet de l'appel d'offres (prestation) : | Hilib Bladi Mission d'accompagnement technique élevage laitier | Numéro de projet : Numéro de contrat : |
| | | | 73.3035.0-001.00. |

| | Candidat / soumissionnaire 1 | Candidat / soumissionnaire 2 | Candidat / soumissionnaire 3 | Candidat / soumissionnaire 4 | Candidat / soumissionnaire 5 |
|--|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| 6 Partie A : Informations générales (toutes procédures) | | | | | |
| 7 I. Évaluation de l'aptitude commerciale | | | | | |
| 12 Justificatif d'inscription au registre | | | | | |
| 13 Pour les candidatures / soumissions d'offres collectives : déclaration de candidature / soumission d'offre collective | | | | | NON APPLICABLE |
| 16 Résultat | | | | | |
| 18 II. Évaluation de l'aptitude technique | | | | | |
| 19 L'évaluation de l'aptitude technique est effectuée uniquement sur la base de projets de référence d'un volume minimum de : | | | | | 110.100 MAD |
| 20 Au moins 1 projet de référence dans le domaine | | | | | Accompagnement élevage laitier |
| 21 et au moins 1 projet de référence | | | | | au Maroc |
| 22 Résultat | | | | | |
| 24 Résultat global des évaluations commerciale et technique | | | | | |

Je certifie avoir effectué la présente évaluation en toute indépendance et en mon âme et conscience.

| | |
|--|--|
| Pour l'évaluation technique : Pour l'évaluation commerciale : | Date, prénom et nom complets, fonction, UO Date, prénom et nom complets, fonction, UO |
|--|--|

